

Déplacement dans la Marne - discours du Président de la République à Reims.

**DISCOURS
DE MONSIEUR JACQUES CHIRAC,
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,
A REIMS.**

REIMS (MARNE) - MARDI 30 AOÛT 2005.

Monsieur le Premier ministre,
Madame et messieurs les ministres,
Mesdames et messieurs les élus,
Mesdames et messieurs les présidents,
Mesdames et messieurs,
Monsieur le maire de Reims,

Je voudrais vous parler aujourd'hui, ici, de notre futur : de l'avenir industriel de la France et de l'Europe, tel que nous avons les moyens de le dessiner aujourd'hui, en prenant les bonnes décisions, et en faisant preuve de combativité et de solidarité.

Nous sommes engagés dans une compétition mondiale pour la suprématie technologique. En France, en Europe, ce qui se joue, c'est notre puissance. C'est le dynamisme de notre économie. Ce sont, bien sûr, nos emplois : ceux d'aujourd'hui, ceux de demain. Comme à d'autres moments décisifs de notre Histoire, nous allons nous mobiliser et nous rassembler pour relever le défi de l'innovation industrielle.

Depuis quinze ans, la mondialisation connaît une accélération sans précédent. Elle suscite des inquiétudes. Mais elle offre aussi des possibilités nouvelles. La compétition économique est toujours plus âpre. Les positions des entreprises, et même des nations, évoluent avec une rapidité inconnue jusqu'ici dans l'Histoire. La demande de matières premières explose.

Mais le progrès technique enregistre des activités extraordinaires. La puissance des ordinateurs double tous les dix-huit mois. Une entreprise européenne qui, il y a quinze ans à peine, faisait de la pâte à papier, production noble est devenue le numéro un mondial des télécommunications. De nouveaux champs scientifiques, parfois même de nouvelles disciplines, voient le jour presque quotidiennement : c'est le cas des nanosciences et des nanotechnologies, qui seront peut-être à l'origine de la quatrième révolution industrielle, celle de la connaissance et de la maîtrise de l'infiniment petit.

Dans les années à venir, la hiérarchie de la puissance scientifique et économique sera bouleversée, selon que tel ou tel pays aura ou non réussi à prendre de l'avance dans les secteurs de pointe, dont certains n'existent même pas encore à l'heure actuelle.

Dans ce monde où s'ouvre le champ des possibles, nulle situation ne peut être considérée comme acquise. La recherche et l'innovation ne sont plus l'apanage des pays les plus avancés : elles se mondialisent à leur tour. Les pays émergents ne se contentent plus de fabriquer des produits conçus par d'autres. Ils innovent désormais, y compris dans les domaines de haute technologie. Ils se lancent dans des productions à forte valeur ajoutée. La Chine a multiplié par deux son effort de recherche en cinq ans. Elle compte déjà aujourd'hui plus d'ingénieurs que l'Europe tout entière. L'Inde, le Brésil mettent aussi les bouchées doubles.

Face à cette concurrence nouvelle, aucun grand pays ne reste inactif. Les États-Unis mobilisent leurs scientifiques pour exploiter toutes les potentialités des nouvelles technologies. Le Japon a engagé un effort d'investissement massif dans la recherche et l'innovation : il commence aujourd'hui à "relocaliser" son industrie. Les pays nordiques misent sur les hautes technologies pour accélérer leur croissance, et garantir ainsi la pérennité de leur modèle social.

Quant à la France, elle prend un nouveau cap. Nous avons rétabli les sécurités essentielles, sans lesquelles une nation ne saurait aller de l'avant, nous l'avons fait en faisant reculer l'insécurité, en réformant, pour les consolider, nos régimes de retraite et d'assurance maladie. Nous avons forgé les armes qui vont nous permettre de mieux affronter la compétition mondiale. Le travail est mieux reconnu. Les impôts et les charges diminuent. Nous avons engagé un effort sans précédent pour renforcer notre cohésion sociale. Nous prenons les mesures nécessaires pour dynamiser l'investissement, avec la réforme de la taxe professionnelle, et aussi pour libérer la capacité d'embauche des petites entreprises.

Nous sommes aujourd'hui à un moment décisif. Toutes les conditions sont réunies pour que la France passe résolument à l'offensive. Nous allons conquérir de nouvelles positions, et nous placer aux avant-postes de l'innovation industrielle et de la recherche. Nous devons le faire avec lucidité. Certains indicateurs, notamment ceux de notre commerce extérieur, nous montrent qu'il est temps d'agir massivement. Nous devons le faire avec ambition, pour permettre à la France d'être au tout premier rang.

Notre pays bénéficie d'atouts formidables, avec sa culture de l'excellence, ses scientifiques de grande valeur dans toutes les disciplines, ses ingénieurs réputés, la qualité de son tissu d'entreprises et de son système éducatif.

Surtout, la France a pris la mesure du défi de la mondialisation. Elle entend le relever. Ici, à Reims, j'ai trouvé une ambition, un

dynamisme, une cohésion tout à fait emblématiques d'une atmosphère nouvelle, d'un état d'esprit qui change. Ce matin, j'ai pu constater l'engagement de vos institutions de recherche et de vos entreprises pour constituer un pôle prometteur avec, d'emblée, une vocation mondiale.

Pour la France, il s'agit de partir à la conquête des emplois de demain, en engageant résolument le pays sur la voie de l'innovation. Parce que l'innovation, c'est la condition nécessaire pour créer, sur notre territoire, des emplois hautement qualifiés. Parce que c'est la meilleure réponse aux délocalisations.

Nous allons faire un effort inédit pour notre recherche fondamentale. Nous allons mettre en place une nouvelle politique industrielle. Nous allons jeter des passerelles entre ces deux mondes qui ont tout à gagner l'un de l'autre, en multipliant les partenariats. Car la recherche est un tout, de la découverte scientifique à l'application qui pourra en être tirée. Nous allons signer un nouveau pacte entre la Nation, ses entreprises et ses chercheurs. C'est de cela que je voudrais vous parler maintenant.

D'abord, le renouveau de notre recherche. J'ai voulu une loi-programme pour la recherche : elle sera présentée dans les toutes prochaines semaines.

L'importance de la recherche fondamentale pour la Nation sera réaffirmée, parce que l'avancement de la connaissance est un objectif en soi légitime, mais aussi parce qu'elle permet l'éclosion des applications de demain. Le projet Iter va ouvrir des voies nouvelles vers le développement d'une énergie pratiquement sans limite, et sans impact sur le climat. A l'image d'Iter, nous favoriserons notre recherche fondamentale, notre physique, notre chimie, nos mathématiques, nos sciences de la nature.

Nous développerons aussi les sciences humaines et sociales, essentielles pour mieux comprendre les enjeux d'un monde en perpétuelle évolution. Pour renforcer la position de notre recherche économique, nous allons créer une École d'économie de Paris. Elle aura pour ambition de se mesurer aux meilleures institutions mondiales.

Nous concentrerons des moyens nouveaux et massifs sur des projets d'avenir. Un Haut Conseil de la Science et de la Technologie, placé auprès du Président de la République et composé de scientifiques de très haut niveau, sera chargé de nous éclairer sur les priorités de notre politique de recherche à moyen et à long termes.

L'Agence nationale de la recherche mettra en œuvre un mode de financement résolument nouveau, axé sur la culture du projet, qui est au cœur de la démarche scientifique. Les appels à projets pour 2005 ont rencontré un succès considérable. Dans des domaines aussi divers et aussi importants pour notre avenir que les super-calculateurs, le stockage du CO₂, la biodiversité, les neurosciences, les piles à combustible, les nanosciences, l'Agence va nous permettre de mettre fin au saupoudrage et de donner corps aux grandes priorités décidées par la nation. Elle financera aussi des projets novateurs et spontanés, issus des chercheurs eux-mêmes, et en particulier des jeunes équipes de chercheurs.

Nous allons dégager des moyens financiers importants, à la hauteur de nos ambitions : 6 milliards d'euros sur 3 ans, 3 000 postes supplémentaires en 2006, et autant en 2007. Cela fait plus de vingt ans qu'un tel effort n'avait pas été entrepris.

Il ira de pair avec une modernisation résolue de la recherche publique. Les chercheurs l'attendent.

Une agence de l'évaluation de la recherche va être créée. Ce sera une autorité indépendante, chargée de définir et de faire respecter les bonnes pratiques : une évaluation plus internationale et plus transparente. Une évaluation rendue publique, et suivie d'effet.

Il faut aussi mettre en place des coopérations nouvelles, et ce sera une des priorités de la loi. Car à l'heure de la mondialisation de la recherche, le temps d'une compétition parfois stérile entre institutions est un temps révolu. L'une des explications aux résultats parfois décevants de notre pays dans les classements internationaux réside dans l'insuffisante coordination des acteurs de la recherche.

Enfin, les jeunes. L'Europe dans son ensemble souffre d'un déficit de chercheurs : l'urgence c'est d'attirer les meilleurs esprits dans cette carrière, car le moteur de la recherche de demain, ce sont nos doctorants. Et je veux les assurer de notre soutien. Nous allons créer pour eux des parcours de réussite. Les postes mis en place dès l'an prochain vont constituer un appel d'air considérable. Les enseignants-chercheurs pourront bénéficier, au début de leur carrière, d'aménagements de leur service d'enseignement, sur la base d'un projet scientifique évalué : ils pourront concentrer leur énergie, et défricher plus efficacement les pistes neuves de la science. Nous allons mettre en place un environnement de travail plus attractif : il est inadmissible que nos jeunes scientifiques doivent parfois s'expatrier pour mener à bien leurs projets.

Deuxième pilier de la mobilisation nationale pour l'innovation : une nouvelle politique industrielle.

Il ne s'agit évidemment pas de renouer avec des méthodes et des pratiques d'un autre temps. Le colbertisme industriel a eu sa valeur, mis il a vécu. Le repli hexagonal aussi. L'État ne saurait prétendre décider à la place des industriels des produits à développer, des alliances à nouer, ou des marchés à conquérir. Mais il a la responsabilité de favoriser un environnement propice au développement des grands projets industriels. Cela suppose des priorités stratégiques claires : un petit nombre de programmes mobilisateurs, d'une taille substantielle, et concentrés sur quelques technologies-clés. Cela suppose une mise en réseau de tous les acteurs, PME et laboratoires, acteurs des grandes entreprises. Cela suppose une dimension européenne, sans

réseau de tous les acteurs, PME et laboratoires, autour des grandes entreprises. Cela suppose une dimension européenne, sans laquelle toute grande ambition industrielle serait vaine.

Tel est le cadre dans lequel se place l'Agence de l'innovation industrielle. Je suis heureux de procéder aujourd'hui, ici à son installation. Huit mois après le lancement du projet, elle a tenu ce matin son premier conseil de surveillance. Je tiens à remercier très chaleureusement Jean-Louis BEFFA, son président.

Au cœur de l'ambition de cette agence, il y a la volonté d'orienter notre tissu industriel vers les secteurs à haute intensité technologique, ceux qui seront à l'origine des emplois de demain. Il y a, aussi, la volonté de résister à la tyrannie du court terme. Aujourd'hui, comme il a su le faire avec Airbus ou Ariane ou le nucléaire, l'État se donne à nouveau les moyens de lancer de grands projets d'avenir. Avec des instruments différents, adaptés à une économie ouverte, mais avec la même ambition. Le champ d'intervention de l'Agence, ce seront donc des programmes de long terme -de 5 à 15 ans, par exemple-, des programmes dont l'horizon dépasse la capacité naturelle de projection des marchés financiers.

Proposés par les industriels, ils se situeront dans des domaines ayant vocation à déboucher sur des marchés importants et rentables. Le principe de l'intervention de l'Agence, ce sera la prise de risques partagée entre l'État et ses partenaires industriels : c'est pour cela que le cofinancement des projets sera systématique, et que les avances remboursables en cas de succès seront l'instrument de financement privilégié de l'Agence. Selon la nature des projets, l'Agence accordera aussi des subventions, pour aider à la prise de risques.

Les secteurs prioritaires, nous les connaissons : l'énergie, la santé, les technologies de l'information et de la communication, les transports non polluants et sécurisés. Dans tous ces secteurs, nous disposons d'atouts technologiques et industriels réels, mais nous avons un effort considérable à accomplir pour élaborer des technologies "de rupture", et ceci au service des citoyens, de leur santé, de leur environnement.

Déjà, des propositions de programmes ont été identifiées : le développement d'un moteur de recherche multimédia sur Internet ; des programmes dans le secteur en pleine expansion de la téléphonie mobile et des terminaux multimédia. Ou encore des équipements d'imagerie de nouvelle génération, pour mieux comprendre et soigner les maladies neuro-dégénératives, comme la maladie d'Alzheimer, et le développement de la "biophotonique", pour mieux soigner, par exemple, les cancers de la peau.

Il faut aller encore plus loin : et je souhaite que les industriels soumettent à l'Agence des programmes pour répondre aux défis cruciaux de l'environnement et du changement climatique : par exemple la pile à combustible, l'énergie solaire, la voiture propre. Le prix du pétrole risque d'être durablement élevé : le renouveau de notre politique énergétique est indispensable. Cela passe par des politiques d'économies d'énergie, mais aussi par la mise au point de nouvelles technologies. C'est une nécessité pour la planète. C'est aussi un marché dont le potentiel est gigantesque.

Les moyens sont là. Le Premier ministre qui s'est beaucoup investi dans cette recherche et dans cette action a réservé à l'Agence une première dotation d'un milliard d'euros. Une seconde, d'un même montant, lui sera versée l'année prochaine. Je souhaite que les premiers contrats de soutien soient passés avec l'industrie avant la fin de cette année.

Quant à la dimension européenne, elle est consubstantielle à l'Agence de l'innovation industrielle. Les premiers projets annoncés sont des projets franco-allemands. Et les aides accordées par l'Agence respecteront évidemment la réglementation communautaire. L'Agence nouera des partenariats avec les institutions européennes équivalentes. Elle travaillera en lien avec l'organisation Eureka. Je propose la création rapide d'une Agence européenne de l'innovation. Nous sommes prêts à y apporter notre agence et ses financements. La France soutient les efforts de la Commission européenne pour que l'Europe se dote, à son tour, d'une véritable politique industrielle, ce qu'elle n'a pas aujourd'hui. C'est dans ce sens que j'interviendrai lors du Sommet européen organisé par Tony BLAIR en octobre prochain. Je m'en suis longuement entretenu vendredi dernier à Paris avec M. BARROSO, Président de la Commission européenne, qui m'a confirmé son soutien, sans réserve.

Je voudrais aussi m'adresser ici tout particulièrement aux dirigeants des grandes entreprises françaises. Vous avez construit des groupes dont le succès est remarquable, des groupes qui ont su prendre, au tournant des années 1980, le virage du développement international, pour devenir des champions mondiaux dans leurs secteurs. Sur les 100 plus grandes entreprises européennes, 32 sont françaises. La France, qui ne représente que 1% de la population de la planète, place 11 de ses grands groupes dans le palmarès des 100 plus grandes entreprises mondiales. C'est une force pour notre pays. C'est une force pour l'Europe.

Aujourd'hui, vous devez vous engager dans un nouveau partenariat de progrès avec la Nation.

Il s'agit d'abord d'investir plus et mieux dans la recherche sur notre territoire. Les deux tiers de l'effort qu'il nous faut accomplir pour atteindre notre objectif de 3% du PIB consacrés à la recherche, devront être réalisés par le secteur privé.

Il s'agit aussi d'entraîner les petites et moyennes entreprises qui jouent un rôle essentiel, et de plus en plus essentiel à vos côtés, pour la croissance et pour l'innovation. A vous de les associer plus étroitement à vos efforts de recherche et de conclure avec elles des partenariats stratégiques. L'État, qui est le premier acheteur de technologie, s'emploiera de son côté à les stimuler : le gouvernement va soumettre à la Commission européenne un dispositif permettant de réserver une part de l'exécution des commandes publiques technologiques aux PME.

Il me paraît essentiel que vous fassiez de l'Europe, et d'abord de la France, le terrain privilégié d'implantation de vos activités nouvelles, notamment dans les domaines de haute technologie. L'Agence de l'innovation industrielle est là pour vous y aider. Je compte sur vous pour lui proposer très vite des projets ambitieux. De même, les aides publiques qui seront accordées aux pôles de compétitivité -notamment pour diminuer très sensiblement les charges sociales sur les activités de recherche- doivent vous convaincre de vous y associer.

Qu'on me comprenne bien : il n'y a, à mes yeux, aucune contradiction entre l'internationalisation de vos métiers, qui vous pousse à vous implanter partout dans le monde, et le lien privilégié que vous devez conserver et renforcer avec le territoire national. Car tout milite pour que vous localisiez en France et en Europe vos activités de haute technologie : leur technicité même, leur lien nécessaire avec un vivier de chercheurs et d'ingénieurs de haut niveau, mais aussi les exigences de sécurité et de protection de la propriété intellectuelle. C'est votre devoir d'entreprises françaises, c'est votre intérêt à long terme.

Je souhaite aussi que le gouvernement organise, dans les meilleurs délais, des Assises du financement de l'innovation et de la recherche, pour faciliter la rencontre entre les projets des petites entreprises technologiques et des financements adaptés. La Caisse des Dépôts devra jouer une fois de plus un rôle majeur dans cette nouvelle politique d'investissement.

Enfin, nous allons lever un des handicaps de notre pays : notre recherche et notre industrie ne travaillent pas assez ensemble. Les établissements de recherche font de l'excellente science. Nos entreprises, dans le domaine de l'innovation, font plus que tenir leur rang. Mais même si des progrès ont été faits, trop souvent ces deux mondes s'ignorent. Aujourd'hui, avec les pôles de compétitivité, nous allons changer la donne, en faisant résolument le choix du partenariat. C'est un tournant décisif que nous allons prendre, et qui constitue le troisième axe de notre politique en faveur de l'innovation industrielle.

Nous le voyons bien, depuis la Silicon Valley en Californie jusqu'à la région de Fukuoka au Japon : en matière d'innovation, les progrès décisifs reposent sur une synergie forte entre les laboratoires publics, les centres de recherche privés et les unités de production.

Nos pôles de compétitivité expriment la volonté de tous les acteurs de travailler ensemble. Ils sont emblématiques de la vitalité, de l'ambition française dans ce domaine. Ils représentent une chance nouvelle pour l'ensemble de nos territoires.

On le voit ici, à Reims : au sein d'une structure organisée en réseau, coopèrent des institutions de recherche parmi les plus réputées, associant universités et grandes écoles, et tout un tissu industriel performant, composé d'entreprises familiales et de grands regroupements coopératifs.

Ce matin, j'ai visité le laboratoire ARD, qui constitue le cœur du pôle de compétitivité Champagne Ardenne-Picardie. Son thème de recherche, l'utilisation avancée des agro-ressources, est porteur d'enjeux majeurs. Les travaux qui doivent être menés ici créeront de nouveaux débouchés, non alimentaires, pour notre agriculture et l'industrie qui lui est associée.

Ces programmes de recherche ont un grand intérêt du point de vue du développement durable. Produire sur le sol national des solvants et des huiles, ainsi que des biocarburants, que ce soit de l'éthanol ou du diester, nous permettra de lutter contre le changement climatique et de conforter l'indépendance énergétique de notre pays. Et je demande au Gouvernement de lancer dès à présent les investissements nécessaires pour permettre à notre pays d'atteindre l'objectif ambitieux qu'il s'est fixé à l'horizon 2010 : une multiplication par sept de la part des biocarburants dans la consommation totale.

Ce pôle est l'un des soixante-sept pôles de compétitivité retenus au terme d'un appel à projets qui a révélé une exceptionnelle floraison de talents et d'idées, partout en France.

En octobre prochain, un comité interministériel d'aménagement et de développement du territoire précisera les conditions d'attribution des aides publiques, afin qu'elles soient immédiatement disponibles. Une part des 3 000 postes supplémentaires dégagés pour 2006 dans le cadre de la loi sur la recherche sera affectée à des thématiques portées par les pôles. Ceux-ci seront également soutenus par l'Agence nationale de la Recherche et l'Agence de l'innovation industrielle, dès lors que les projets des laboratoires et des entreprises concernées répondront aux critères de sélection de ces agences.

Donner aux territoires les plus dynamiques les moyens d'une ambition européenne et mondiale : telle est la vocation des pôles de compétitivité, qui incarnent aussi une vision nouvelle de l'aménagement du territoire.

Mesdames et Messieurs,

Nous avons en nous toutes les ressources nécessaires, toutes les qualités, toute l'ambition et toute l'énergie, pour nous porter aux avant-postes de la compétition mondiale pour l'innovation. Avec la nouvelle politique industrielle de recherche et d'innovation que nous engageons, nous prenons à bras-le-corps les grands défis des années à venir.

Face à l'ampleur des enjeux, face à la rapidité des mutations en cours, il nous faut croire en nos atouts et regarder le monde avec beaucoup d'ambition. Il nous faut nous rassembler et nous mobiliser autour de ce grand dessein pour la France et pour l'Europe

Je vous remercie.